

## Listes des délibérations de la séance du Conseil Municipal

20 février 2024

Numéro	Objet	Décision
4666	Adoption du procès-verbal de la séance précédente en date du 25 janvier 2024	approuvée
4667	Instauration d'un service commun de recherche de financements de projets	approuvée
4668	Présentation du rapport d'orientation budgétaire (ROB) dans le cadre du débat d'orientation budgétaire (DOB)	actée
4669	Demande de subventions pour l'extension et le renforcement de la vidéoprotection sur le territoire communal	approuvée
4670	Adhésion au groupement de commandes pour la passation et l'exécution d'un marché d'entretien et de petits travaux d'espaces verts	approuvée
4671	Mise en place de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) pour les agents de catégorie A	approuvée
4672	Signature d'une convention avec l'état pour l'organisation de la mise sous pli de la propagande électorale des élections municipales du 24 et 31 mars 2024	approuvée
4673	Convention tripartite de mise à disposition d'équipements sportifs au profit du collège Marcel Aymé	approuvée
4674	Convention de réservation de logements et de gestion en flux avec le bailleur social SEMCODA	approuvée
4675	Convention de réservation de logements et de gestion en flux avec le bailleur social S.F.H.E	approuvée
4676	Convention de réservation de logements et de gestion en flux avec le bailleur social Immobilière Rhône-Alpes	approuvée
4677	Occupation du domaine public : avenant à la convention de mise à disposition de locaux communaux à l'association « le relais de l'amitié » au sein de la résidence « les 4 saisons »	approuvée
4678	Signature d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la communauté de communes de la Côtière et la commune de Dagneux	approuvée
4679	Signature d'une convention pour l'aménagement d'un mode doux intercommunal aux abords de la gare de Montluel entre le département de l'Ain, la communauté de communes de la Côtière, la commune de Montluel et la commune de Dagneux	approuvée
4680	Présentation du plan communal de sauvegarde	approuvée
	Information sur la mise en place de la délégation de service public	information
4681	Compte-rendu des décisions prises par délégation du Conseil Municipal	approuvée
	Questions diverses	

DEPARTEMENT DE L'AIN  
ARRONDISSEMENT DE BOURG EN BRESSE

MAIRIE DE DAGNEUX

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombres de membres :  
Afférents au C.M : 27  
En exercice : 16  
Qui ont pris part à la délibération : 15

L'AN DEUX MIL VINGT ET QUATRE  
à dix-sept heures

**SEANCE DU 20 FEVRIER 2024**

Le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, dans la salle du Conseil Municipal.

Sous la Présidence de Madame Carine COUTURIER, Maire de DAGNEUX

**N°4666**

**PRESENT(E)S** : Mesdames Carine COUTURIER, Laurie FERNANDES, Natali HENRIQUES, Dominique MUGNIER, Céline PERLIER, Aurélie RICHARD, Messieurs Corentin BERTHO, Emmanuel CHULIO, Samuel DIARRA, Alain FAYOLLE, Pascal GUERIN, Philippe GUILLOT-VIGNOT, Pascal SENTANA.

**EXCUSE(E)S** :

Madame Véronique VERNAY a donné procuration à monsieur Pascal GUERIN, Monsieur Stéphane LIARD a donné procuration à madame Aurélie RICHARD.

**ABSENT(E)S** :

Madame Jessica MANGONAU.

**SECRETARE DE SEANCE : Samuel DIARRA**

**OBJET** : adoption du procès-verbal de la séance précédente en date du 25 janvier 2024

Le conseil municipal, à l'unanimité, adopte le procès-verbal du conseil municipal en date du 25 janvier 2024.

Ainsi fait et délibéré, en Mairie,  
Les jour, mois et an que dessus.

Madame le Maire,  
Carine COUTURIER

Monsieur le secrétaire de séance,  
Samuel DIARRA



Publication faite le :

**06 MARS 2024**

DEPARTEMENT DE L'AIN  
ARRONDISSEMENT DE BOURG EN BRESSE

MAIRIE DE DAGNEUX

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombres de membres :  
Afférents au C.M : 27  
En exercice : 16  
Qui ont pris part à la délibération : 15

L'AN DEUX MIL VINGT ET QUATRE  
à dix-sept heures

### SEANCE DU 20 FEVRIER 2024

Le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, dans la salle du Conseil Municipal.

Sous la Présidence de Madame Carine COUTURIER, Maire de DAGNEUX

**N°4667**

**PRESENT(E)S** : Mesdames Carine COUTURIER, Laurie FERNANDES, Natali HENRIQUES, Dominique MUGNIER, Céline PERLIER, Aurélie RICHARD, Messieurs Corentin BERTHO, Emmanuel CHULIO, Samuel DIARRA, Alain FAYOLLE, Pascal GUERIN, Philippe GUILLOT-VIGNOT, Pascal SENTANA.

**EXCUSE(E)S** :

Madame Véronique VERNAY a donné procuration à monsieur Pascal GUERIN, Monsieur Stéphane LIARD a donné procuration à madame Aurélie RICHARD.

**ABSENT(E)S** :

Madame Jessica MANGONAU.

**SECRETARE DE SEANCE : Samuel DIARRA**

**OBJET : Instauration d'un service commun de recherche de financements de projets**

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5211-4-2 ;  
VU les statuts de la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel ;  
VU l'arrêté préfectoral, en date du 10 mars 2023, arrêtant les statuts de la communauté, précisant ses compétences et son régime fiscal ;  
VU le projet annexé de la convention du service commun.

CONSIDERANT que la Communauté de communes peut créer un service commun avec l'une ou plusieurs des entités afin de mener des activités communes et qu'à ce titre, la Commune participe au service commun de l'autorisation au droit des sols (ADS) et à celui de la gestion des finances et des ressources humaines ;

CONSIDERANT que le service commun est un système abouti en termes de mutualisation, puisqu'il met en exergue la nécessité de mettre en commun des infrastructures, des outils et les personnels pour aboutir aux mêmes tâches tout en apportant, en sus, une ingénierie certaine ;

CONSIDERANT que la Communauté de communes possède un service de financement de projets, que cette fonction demeure importante aussi bien pour la 3CM que pour les communes et qu'à ce titre, un comité de pilotage en date du 10 mai 2023 a acté l'instauration d'un partenariat entre les communes de Balan, Béliigneux, La Boisse, Bressolles, Dagneux, Montluel,

Pizay et Sainte-Croix, dans l'optique de posséder la même expertise par le recrutement d'une seconde personne au sein de la 3CM ;

CONSIDERANT que les objectifs de cette mutualisation et le pilotage par la 3CM doivent être portés dans une convention qui assurera la répartition des coûts du service entre les différentes parties prenantes.

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'INSTAURER à compter du 04 janvier 2024 le service commun de recherche de financements de projets ;
- DE VALIDER la convention du service commun annexée ;
- D'AUTORISER Madame le Maire à signer la convention ainsi que ses éventuels avenants et tous documents afférents.

Ainsi fait et délibéré, en Mairie,  
Les jour, mois et an que dessus.

Madame le Maire,  
Carine COUTURIER



Monsieur le secrétaire de séance,  
Samuel DIARRA



Publication faite le : **06 MARS 2024**

DEPARTEMENT DE L'AIN  
ARRONDISSEMENT DE BOURG EN BRESSE

MAIRIE DE DAGNEUX

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombres de membres :  
Afférents au C.M : 27  
En exercice : 16  
Qui ont pris part à la délibération : 15

L'AN DEUX MIL VINGT ET QUATRE  
à dix-sept heures

**SEANCE DU 20 FEVRIER 2024**

Le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, dans la salle du Conseil Municipal.

Sous la Présidence de Madame Carine COUTURIER, Maire de DAGNEUX

**N°4668** **PRESENT(E)S** : Mesdames Carine COUTURIER, Laurie FERNANDES, Natali HENRIQUES, Dominique MUGNIER, Céline PERLIER, Aurélie RICHARD, Messieurs Corentin BERTHO, Emmanuel CHULIO, Samuel DIARRA, Alain FAYOLLE, Pascal GUERIN, Philippe GUILLOT-VIGNOT, Pascal SENTANA.

**EXCUSE(E)S** :

Madame Véronique VERNAY a donné procuration à monsieur Pascal GUERIN,  
Monsieur Stéphane LIARD a donné procuration à madame Aurélie RICHARD.

**ABSENT(E)S** :

Madame Jessica MANGONAU.

**SECRETARE DE SEANCE : Samuel DIARRA**

**OBJET** : Présentation du rapport d'orientation budgétaire (ROB) dans le cadre du débat d'orientation budgétaire (DOB)

VU l'article L2312-1 du Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT que la tenue d'un débat sur les orientations générales du budget s'impose aux communes avant l'examen du budget primitif ;

CONSIDERANT que ce préalable obligatoire doit être constaté par l'adoption d'une délibération spécifique, sur la base d'un rapport présenté en séance ;

Le conseil municipal ACTE la tenue d'un débat sur les orientations budgétaires préparatoires à l'adoption du budget primitif 2024, tel que présenté en séance.

Ainsi fait et délibéré, en Mairie,  
Les jour, mois et an que dessus.

Madame le Maire,  
Carine COUTURIER



Monsieur le secrétaire de séance,  
Samuel DIARRA

Publication faite le : **06 MARS 2024**

DEPARTEMENT DE L'AIN  
ARRONDISSEMENT DE BOURG EN BRESSE

MAIRIE DE DAGNEUX

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombres de membres :  
Afférents au C.M : 27  
En exercice : 16  
Qui ont pris part à la délibération : 15

L'AN DEUX MIL VINGT ET QUATRE  
à dix-sept heures

### SEANCE DU 20 FEVRIER 2024

Le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, dans la salle du Conseil Municipal.

Sous la Présidence de Madame Carine COUTURIER, Maire de DAGNEUX

**N°4669** **PRESENT(E)S** : Mesdames Carine COUTURIER, Laurie FERNANDES, Natali HENRIQUES, Dominique MUGNIER, Céline PERLIER, Aurélie RICHARD, Messieurs Corentin BERTHO, Emmanuel CHULIO, Samuel DIARRA, Alain FAYOLLE, Pascal GUERIN, Philippe GUILLOT-VIGNOT, Pascal SENTANA.

**EXCUSE(E)S** :

Madame Véronique VERNAY a donné procuration à monsieur Pascal GUERIN, Monsieur Stéphane LIARD a donné procuration à madame Aurélie RICHARD.

**ABSENT(E)S** :

Madame Jessica MANGONAU.

### SECRETAIRE DE SEANCE : Samuel DIARRA

**OBJET** : Demande de subventions pour l'extension et le renforcement de la vidéoprotection sur le territoire communal

VU le Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT que la commune de Dagneux développe depuis 2016 un réseau de vidéoprotection sur son territoire, en collaboration avec les services de la gendarmerie ;  
CONSIDERANT que l'extension des périmètres vidéoprotégés vise à créer de nouveaux sites de couverture vidéo ce qui permet de constituer un maillage complet autour des principaux axes d'entrée de la commune et facilite les investigations des forces de l'ordre ;  
CONSIDERANT qu'afin de mettre ces travaux en œuvre, la Commune souhaite déposer des demandes d'aide financière auprès du fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) et de la région Auvergne-Rhône-Alpes, selon le plan de financement prévisionnel suivant :

VIDEOPROTECTION – PROGRAMME 2024 - DAGNEUX			
SOURCES	LIBELLE	MONTANT H.T.	TAUX
Fonds propres		7 312 €	20 %
Emprunts			
<b>Sous-total autofinancement</b>		<b>7 312 €</b>	<b>20 %</b>
Union européenne			
Etat - FIPD		10 968 €	30 %
Etat – autre			
Conseil régional		18 280 €	50 %
Conseil départemental			
Fonds de concours CC ou CA			
Autres (à préciser)			
<b>Total subventions publiques</b>		<b>29 248 €</b>	<b>80 %</b>
<b>TOTAL GENERAL HT</b>		<b>36 560 €</b>	<b>100 %</b>

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'ADOPTER l'opération d'extension et d'optimisation de la vidéoprotection sur le territoire de la commune de Dagneux et les modalités de financement ;
- D'APPROUVER le plan de financement prévisionnel ;
- DE S'ENGAGER à prendre en autofinancement la part qui ne serait pas obtenue au titre des subventions ;
- D'AUTORISER Madame le Maire à signer tout document relatif à cette opération

Ainsi fait et délibéré, en Mairie,  
Les jour, mois et an que dessus.

Madame le Maire,  
Carine COUTURIER



Monsieur le secrétaire de séance,  
Samuel DIARRA



Publication faite le : **06 MARS 2024**

DEPARTEMENT DE L'AIN  
ARRONDISSEMENT DE BOURG EN BRESSE

MAIRIE DE DAGNEUX

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombres de membres :  
Afférents au C.M : 27  
En exercice : 16  
Qui ont pris part à la délibération : 15

L'AN DEUX MIL VINGT ET QUATRE  
à dix-sept heures

### SEANCE DU 20 FEVRIER 2024

Le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, dans la salle du Conseil Municipal.

Sous la Présidence de Madame Carine COUTURIER, Maire de DAGNEUX

**N°4670**

**PRESENT(E)S** : Mesdames Carine COUTURIER, Laurie FERNANDES, Natali HENRIQUES, Dominique MUGNIER, Céline PERLIER, Aurélie RICHARD, Messieurs Corentin BERTHO, Emmanuel CHULIO, Samuel DIARRA, Alain FAYOLLE, Pascal GUERIN, Philippe GUILLOT-VIGNOT, Pascal SENTANA.

**EXCUSE(E)S** :

Madame Véronique VERNAY a donné procuration à monsieur Pascal GUERIN, Monsieur Stéphane LIARD a donné procuration à madame Aurélie RICHARD.

**ABSENT(E)S** :

Madame Jessica MANGONAU.

### SECRETAIRE DE SEANCE : Samuel DIARRA

**OBJET** : Adhésion au groupement de commandes pour la passation et l'exécution d'un marché d'entretien et de petits travaux d'espaces verts

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2121-29 et L2122-22 ;  
VU le Code de la commande publique, notamment ses articles L2113-6 à L2113-8 ;

CONSIDERANT que les besoins de la Commune nécessitent des prestations d'entretien, voire de petits travaux relatifs aux espaces verts et qu'à ce titre, il est nécessaire de mettre en place un marché public afin de sécuriser juridiquement les commandes ;

CONSIDERANT que la Communauté de Communes de la Côtière ainsi que les communes de Bressolles, Dagneux, Pizay et Sainte Croix souhaitent mettre en place, un groupement de commandes permettant de bénéficier de prix plus avantageux et de rationaliser le temps d'agent nécessaire à la procédure de passation du marché ;

CONSIDERANT qu'une convention de groupement de commandes doit être conclue afin de donner mandat à la Communauté de communes pour publier l'appel public à la concurrence sous la forme d'un appel d'offres ouvert au regard du montant total du marché ;

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- DE DECIDER d'adhérer au groupement de commandes d'entretien et de petits travaux d'espaces verts ;

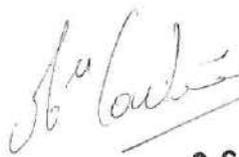
- D'ACCEPTER les termes de la convention du groupement de commandes annexée à la présente délibération ;
- D'ACCEPTER que la 3CM soit coordonnateur du groupement de commandes ;
- D'AUTORISER Madame le Maire à signer la convention du groupement de commandes, ainsi que toutes les pièces de nature administrative ou financière relatives à la présente délibération ;
- D'AUTORISER Madame le Maire à procéder aux dépenses et ce, conformément aux dispositions financières prévues dans ladite convention du groupement de commandes.

Ainsi fait et délibéré, en Mairie,  
Les jour, mois et an que dessus.

Madame le Maire,  
Carine COUTURIER



Monsieur le secrétaire de séance,  
Samuel DIARRA

  
Publication faite le : 06 MARS 2024



DEPARTEMENT DE L'AIN  
ARRONDISSEMENT DE BOURG EN BRESSE

MAIRIE DE DAGNEUX

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombres de membres :  
Afférents au C.M : 27  
En exercice : 16  
Qui ont pris part à la délibération : 15

L'AN DEUX MIL VINGT ET QUATRE  
à dix-sept heures

### SEANCE DU 20 FEVRIER 2024

Le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, dans la salle du Conseil Municipal.

Sous la Présidence de Madame Carine COUTURIER, Maire de DAGNEUX

**N°4671** **PRESENT(E)S** : Mesdames Carine COUTURIER, Laurie FERNANDES, Natali HENRIQUES, Dominique MUGNIER, Céline PERLIER, Aurélie RICHARD, Messieurs Corentin BERTHO, Emmanuel CHULIO, Samuel DIARRA, Alain FAYOLLE, Pascal GUERIN, Philippe GUILLOT-VIGNOT, Pascal SENTANA.

**EXCUSE(E)S** :

Madame Véronique VERNAY a donné procuration à monsieur Pascal GUERIN, Monsieur Stéphane LIARD a donné procuration à madame Aurélie RICHARD.

**ABSENT(E)S** :

Madame Jessica MANGONAU.

### SECRETARE DE SEANCE : Samuel DIARRA

**OBJET** : Signature d'une convention avec l'état pour l'organisation de la mise sous pli de la propagande électorale des élections municipales du 24 et 31 mars 2024

VU les articles R.34 et R.38 du code électoral, définissant les modalités d'envoi aux électeurs de la propagande électorale des listes candidates, à l'occasion du renouvellement intégral des conseils municipaux et communautaires qui aura lieu les 24 et 31 mars 2024 ;

CONSIDERANT que la convention détermine les conditions matérielles et financières liées aux opérations de mise sous pli des documents électoraux effectuées sous le contrôle de la commission de propagande ;

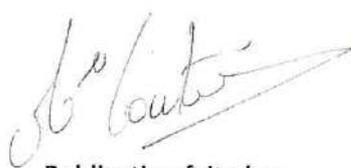
Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'APPROUVER la convention pour l'organisation de la mise sous pli de la propagande électorale des élections municipales et communautaires ;
- D'AUTORISER Madame la maire à signer ladite convention et à procéder à sa mise en œuvre par tous actes afférents.

Ainsi fait et délibéré, en Mairie,  
Les jour, mois et an que dessus.

Madame le Maire,  
Carine COUTURIER

Monsieur le secrétaire de séance,  
Samuel DIARRA



Publication faite le :

**06 MARS 2024**

DEPARTEMENT DE L'AIN  
ARRONDISSEMENT DE BOURG EN BRESSE

MAIRIE DE DAGNEUX

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombres de membres :  
Afférents au C.M : 27  
En exercice : 16  
Qui ont pris part à la délibération : 15

L'AN DEUX MIL VINGT ET QUATRE  
à dix-sept heures

### SEANCE DU 20 FEVRIER 2024

Le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, dans la salle du Conseil Municipal.

Sous la Présidence de Madame Carine COUTURIER, Maire de DAGNEUX

**N°4672** **PRESENT(E)S** : Mesdames Carine COUTURIER, Laurie FERNANDES, Natali HENRIQUES, Dominique MUGNIER, Céline PERLIER, Aurélie RICHARD, Messieurs Corentin BERTHO, Emmanuel CHULIO, Samuel DIARRA, Alain FAYOLLE, Pascal GUERIN, Philippe GUILLOT-VIGNOT, Pascal SENTANA.

**EXCUSE(E)S** :  
Madame Véronique VERNAY a donné procuration à monsieur Pascal GUERIN,  
Monsieur Stéphane LIARD a donné procuration à madame Aurélie RICHARD.

**ABSENT(E)S** :  
Madame Jessica MANGONAU.

### SECRETARE DE SEANCE : Samuel DIARRA

**OBJET** : Mise en place de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) pour les agents de catégorie A

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136 ;  
VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée ;  
VU le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés ;  
VU l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'IFTS ;  
VU l'arrêté ministériel du 27 février 1962, relatif à l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection ;  
VU l'arrêté du 12 mai 2014 fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés ;  
VU la circulaire ministérielle du 11 octobre 2002 (DGCL-FPT3/2002/N.377).

CONSIDERANT que le Conseil municipal peut décider de mettre en place l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections pour les agents accomplissant des travaux supplémentaires à l'occasion d'une consultation électorale visée par l'arrêté du 27 février 1962 précité et qui ne peuvent bénéficier du régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

CONSIDERANT que pour les élections présidentielles, législatives, régionales, départementales, municipales, européennes, et les consultations par voie de référendum, le montant de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections est calculé dans la double limite :

- d'un crédit global obtenu en multipliant la valeur maximum mensuelle de l'IFTS des attachés (égale au montant moyen annuel de l'IFTS de 2ème catégorie multipliée par le coefficient retenu par l'organe délibérant divisé par 12) par le nombre de bénéficiaires remplissant les conditions d'octroi de l'indemnité ;
- d'une somme individuelle au plus égale au quart de l'indemnité forfaitaire annuelle maximum des attachés définie ci-dessus ;

CONSIDERANT que pour les autres consultations électorales le montant de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections est calculé dans la double limite :

- d'un crédit global obtenu en multipliant le trente-sixième de la valeur maximum annuelle de l'IFTS des attachés (égal au montant moyen annuel de l'IFTS de 2ème catégorie multipliée par le coefficient retenu par l'organe délibérant divisé par 36) par le nombre de bénéficiaires remplissant les conditions d'octroi de l'indemnité ;
- d'une somme individuelle au plus égale au douzième de l'indemnité forfaitaire annuelle maximum des attachés définie ci-dessus ;

#### **BENEFICIAIRES :**

Les agents titulaires et contractuels relevant de la catégorie A peuvent percevoir une IFCE. Celle-ci peut être allouée dans la double limite d'un crédit global ouvert au budget et d'un montant individuel maximum calculé à partir de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) susceptible d'être versée aux attachés territoriaux.

En application de l'article 5 de l'arrêté du 27 février 1962 susvisé, l'IFCE est calculée sur la base de l'IFTS de 2ème catégorie (grade d'attaché territorial) auquel est appliqué un coefficient fixé entre 0 et 8. Ce montant ainsi défini servira de base au calcul du crédit global.

#### **MONTANT :**

Pour les élections présidentielles, législatives, régionales, départementales, municipales, européennes, et les consultations par voie de référendum

##### **Crédit global :**

Le coefficient retenu est 4

Montant de référence des IFTS des attachés territoriaux (soit 1 146,85 €) x coefficient 4 (maximum 8) / 12x 3 (nombre de bénéficiaires)

Soit  $1\ 146,85 \times 4 / 12 * 3 = 1\ 146,85 \text{ €}$

##### **Somme individuelle :**

Montant de référence des IFTS des attachés territoriaux (soit 1 146,85 €) x 1/4

Soit  $1\ 146,85 \times 1/4 = 286,71 \text{ €}$

Pour les autres consultations électorales

##### **Crédit global :**

Le coefficient retenu est 4

Montant de référence des IFTS des attachés territoriaux (soit 1 146,85 €) x coefficient 4 (maximum 8) / 36x 3 (nombre de bénéficiaires)

Soit  $1\ 146,85 \times 4 / 36 * 3 = 382,28 \text{ €}$

##### **Somme individuelle :**

Montant de référence des IFTS des attachés territoriaux (soit 1 146,85 €) x 1/12

Soit  $1\ 146,85 \times 1/12 = 95,57 \text{ €}$

#### **VERSEMENT :**

**VERSEMENT :**

L'indemnité est versée autant de fois dans l'année que celle-ci comporte d'élections.

Lorsque le scrutin donne lieu à deux tours, les taux calculés peuvent être attribués pour chaque tour de scrutin.

En revanche, lorsque deux scrutins différents ont lieu le même jour, il n'est versé qu'une seule indemnité.

Lorsqu'un seul agent ouvre droit à l'indemnité, le montant individuel peut être porté au maximum autorisé.

Les agents employés à temps non complet peuvent bénéficier de cet avantage à taux plein sans proratisation.

**CUMUL :**

Cette indemnité est cumulable avec le RIFSEEP.

**DATE D'EFFET ET VERSEMENT :**

L'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection prendra effet au mois de mars 2024.

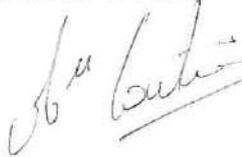
Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- DE METTRE EN ŒUVRE les dispositions comme exposées ci-avant, dans la limite des crédits inscrits au budget ;
- CHARGER madame le Maire des modalités d'application de cette mesure, notamment ceux nécessaires à sa mise en œuvre, et de la signature de tous documents afférents.

Ainsi fait et délibéré, en Mairie,  
Les jour, mois et an que dessus.

Madame le Maire,  
Carine COUTURIER

Monsieur le secrétaire de séance,  
Samuel DIARRA



Publication faite le : **06 MARS 2024**

DEPARTEMENT DE L'AIN  
ARRONDISSEMENT DE BOURG EN BRESSE

MAIRIE DE DAGNEUX

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombres de membres :

Afférents au C.M : 27

En exercice : 16

Qui ont pris part à la délibération : 15

L'AN DEUX MIL VINGT ET QUATRE  
à dix-sept heures

### SEANCE DU 20 FEVRIER 2024

Le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, dans la salle du Conseil Municipal.

Sous la Présidence de Madame Carine COUTURIER, Maire de DAGNEUX

**N°4673**

**PRESENT(E)S** : Mesdames Carine COUTURIER, Laurie FERNANDES, Natali HENRIQUES, Dominique MUGNIER, Céline PERLIER, Aurélie RICHARD, Messieurs Corentin BERTHO, Emmanuel CHULIO, Samuel DIARRA, Alain FAYOLLE, Pascal GUERIN, Philippe GUILLOT-VIGNOT, Pascal SENTANA.

**EXCUSE(E)S** :

Madame Véronique VERNAY a donné procuration à monsieur Pascal GUERIN,  
Monsieur Stéphane LIARD a donné procuration à madame Aurélie RICHARD.

**ABSENT(E)S** :

Madame Jessica MANGONAU.

**SECRETARE DE SEANCE : Samuel DIARRA**

**OBJET** : Convention tripartite de mise à disposition d'équipements sportifs au profit du collège Marcel Aymé

VU le Code des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'éducation, notamment ses articles L213-1 et L214-4 ;

VU la délibération n°3355 du Conseil municipal en date du 29 septembre 2011 ;

VU la délibération n°AD2023-10/3.0019 de la commission permanente du Conseil départemental en date du 02 octobre 2023 ;

CONSIDERANT le fait que les installations et équipements sportifs de la Commune répondent notamment par leur proximité aux besoins du collège pour l'organisation des enseignements en matière d'éducation physique et sportive ;

CONSIDERANT que la mise à disposition de ces équipements doit faire l'objet d'une convention tripartite passée entre le Département de l'Ain, le collège Marcel Aymé et la Commune ;

CONSIDERANT que dans l'intérêt des parties, il est nécessaire de définir les biens mis à disposition, les notions d'entretien, de nettoyage, d'accès, de sécurité, de responsabilités, d'assurances, de durée ainsi que les dispositions financières, notamment les modalités de versement de la participation départementale ;

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'APPROUVER la convention tripartite ;
- D'AUTORISER Madame la maire à signer ladite convention et à procéder à sa mise en œuvre par tous actes afférents.

Ainsi fait et délibéré, en Mairie,  
Les jour, mois et an que dessus.

Madame le Maire,  
Carine COUTURIER



Monsieur le secrétaire de séance,  
Samuel DIARRA



Publication faite le : **06 MARS 2024**

DEPARTEMENT DE L'AIN  
ARRONDISSEMENT DE BOURG EN BRESSE

MAIRIE DE DAGNEUX

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombres de membres :  
Afférents au C.M : 27  
En exercice : 16  
Qui ont pris part à la délibération : 15

L'AN DEUX MIL VINGT ET QUATRE  
à dix-sept heures

### SEANCE DU 20 FEVRIER 2024

Le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, dans la salle du Conseil Municipal.

Sous la Présidence de Madame Carine COUTURIER, Maire de DAGNEUX

**N°4674**

**PRESENT(E)S** : Mesdames Carine COUTURIER, Laurie FERNANDES, Natali HENRIQUES, Dominique MUGNIER, Céline PERLIER, Aurélie RICHARD, Messieurs Corentin BERTHO, Emmanuel CHULIO, Samuel DIARRA, Alain FAYOLLE, Pascal GUERIN, Philippe GUILLOT-VIGNOT, Pascal SENTANA.

**EXCUSE(E)S** :

Madame Véronique VERNAY a donné procuration à monsieur Pascal GUERIN, Monsieur Stéphane LIARD a donné procuration à madame Aurélie RICHARD.

**ABSENT(E)S** :

Madame Jessica MANGONAU.

**SECRETAIRE DE SEANCE : Samuel DIARRA**

**OBJET** : Convention de réservation de logements et de gestion en flux avec le bailleur social SEMCODA

VU l'article L.441-1 du code de la construction et de l'habitation dans sa rédaction issue de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 ;

VU le décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;

CONSIDERANT que les bailleurs sociaux du territoire ont l'obligation d'établir une convention de gestion en flux avec les collectivités dans lesquelles ils sont implantés ;

CONSIDERANT que l'objectif du passage à la gestion en flux est d'assurer plus de fluidité dans le parc social, de mieux répondre aux demandes de logement dans leur diversité et de renforcer l'égalité des chances en permettant plus de mixité sociale sur le territoire ;

CONSIDERANT que le bailleur social SEMCODA, nous a transmis une convention de gestion en flux de réservation de logements sociaux au titre des collectivités locales ;

CONSIDERANT que la présente convention de réservation porte sur le flux annuel de propositions de logements, au titre des droits d'acquis à la date de signature ;

CONSIDERANT que la présente convention a pour modalité la mise en œuvre du droit de réservation de la collectivité au sein du parc locatif social sur son territoire.

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'APPROUVER la convention de réservation de logements et de gestion en flux du bailleur social SEMCODA ;
- D'AUTORISER Madame le Maire à signer la convention ainsi que ses éventuels avenants et tous documents afférents.

Ainsi fait et délibéré, en Mairie,  
Les jour, mois et an que dessus.

Madame le Maire,  
Carine COUTURIER

Monsieur le secrétaire de séance,  
Samuel DIARRA



Publication faite le :

**06 MARS 2024**

DEPARTEMENT DE L'AIN  
ARRONDISSEMENT DE BOURG EN BRESSE

MAIRIE DE DAGNEUX

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombres de membres :

Afférents au C.M : 27

En exercice : 16

Qui ont pris part à la délibération : 15

L'AN DEUX MIL VINGT ET QUATRE  
à dix-sept heures

### SEANCE DU 20 FEVRIER 2024

Le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, dans la salle du Conseil Municipal.

Sous la Présidence de Madame Carine COUTURIER, Maire de DAGNEUX

N°4675

**PRESENT(E)S** : Mesdames Carine COUTURIER, Laurie FERNANDES, Natali HENRIQUES, Dominique MUGNIER, Céline PERLIER, Aurélie RICHARD, Messieurs Corentin BERTHO, Emmanuel CHULIO, Samuel DIARRA, Alain FAYOLLE, Pascal GUERIN, Philippe GUILLOT-VIGNOT, Pascal SENTANA.

**EXCUSE(E)S** :

Madame Véronique VERNAY a donné procuration à monsieur Pascal GUERIN,  
Monsieur Stéphane LIARD a donné procuration à madame Aurélie RICHARD.

**ABSENT(E)S** :

Madame Jessica MANGONAU.

**SECRETAIRE DE SEANCE : Samuel DIARRA**

**OBJET** : Convention de réservation de logements et de gestion en flux avec le bailleur social S.F.H.E

VU l'article L.441-1 du code de la construction et de l'habitation dans sa rédaction issue de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 ;

VU le décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;

CONSIDERANT que les bailleurs sociaux du territoire ont l'obligation d'établir une convention de gestion en flux avec les collectivités dans lesquelles ils sont implantés ;

CONSIDERANT que l'objectif du passage à la gestion en flux est d'assurer plus de fluidité dans le parc social, de mieux répondre aux demandes de logement dans leur diversité et de renforcer l'égalité des chances en permettant plus de mixité sociale sur le territoire ;

CONSIDERANT que le bailleur social S.F.H.E, nous a transmis une convention de gestion en flux de réservation de logements sociaux au titre des collectivités locales ;

CONSIDERANT que la présente convention vise à mettre en œuvre une gestion mutualisée des flux d'attribution en privilégiant une logique de publics à une logique de filière dans la mesure où les logements ne sont plus affiliés à un réservataire donné ;

CONSIDERANT que la présente convention a pour modalité la mise en œuvre du droit de réservation de la collectivité au sein du parc locatif social sur son territoire.

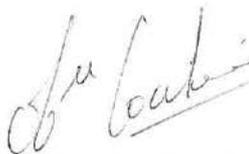
Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'APPROUVER la convention de réservation de logements et de gestion en flux du bailleur social S.F.H.E ;
- D'AUTORISER Madame le Maire à signer la convention ainsi que ses éventuels avenants et tous documents afférents.

Ainsi fait et délibéré, en Mairie,  
Les jour, mois et an que dessus.

Madame le Maire,  
Carine COUTURIER

Monsieur le secrétaire de séance,  
Samuel DIARRA



Publication faite le :

**06 MARS 2024**

DEPARTEMENT DE L'AIN  
ARRONDISSEMENT DE BOURG EN BRESSE

MAIRIE DE DAGNEUX

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombres de membres :  
Afférents au C.M : 27  
En exercice : 16  
Qui ont pris part à la délibération : 15

L'AN DEUX MIL VINGT ET QUATRE  
à dix-sept heures

### SEANCE DU 20 FEVRIER 2024

Le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, dans la salle du Conseil Municipal.

Sous la Présidence de Madame Carine COUTURIER, Maire de DAGNEUX

**N°4676**

**PRESENT(E)S** : Mesdames Carine COUTURIER, Laurie FERNANDES, Natali HENRIQUES, Dominique MUGNIER, Céline PERLIER, Aurélie RICHARD, Messieurs Corentin BERTHO, Emmanuel CHULIO, Samuel DIARRA, Alain FAYOLLE, Pascal GUERIN, Philippe GUILLOT-VIGNOT, Pascal SENTANA.

**EXCUSE(E)S** :

Madame Véronique VERNAY a donné procuration à monsieur Pascal GUERIN, Monsieur Stéphane LIARD a donné procuration à madame Aurélie RICHARD.

**ABSENT(E)S** :

Madame Jessica MANGONAU.

**SECRETARE DE SEANCE : Samuel DIARRA**

**OBJET** : Convention de réservation de logements et de gestion en flux avec le bailleur social Immobilière Rhône-Alpes

VU l'article L.441-1 du code de la construction et de l'habitation dans sa rédaction issue de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 ;

VU le décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;

CONSIDERANT que les bailleurs sociaux du territoire ont l'obligation d'établir une convention de gestion en flux avec les collectivités dans lesquelles ils sont implantés ;

CONSIDERANT que l'objectif du passage à la gestion en flux est d'assurer plus de fluidité dans le parc social, de mieux répondre aux demandes de logement dans leur diversité et de renforcer l'égalité des chances en permettant plus de mixité sociale sur le territoire ;

CONSIDERANT que le bailleur social Immobilière Rhône-Alpes, nous a transmis une convention de gestion en flux de réservation de logements sociaux au titre des collectivités locales ;

CONSIDERANT que la présente convention de réservation porte sur le flux annuel de propositions de logements, au titre des droits d'acquis à la date de signature ;

CONSIDERANT que la présente convention a pour modalité la mise en œuvre du droit de réservation de la collectivité au sein du parc locatif social sur son territoire.

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

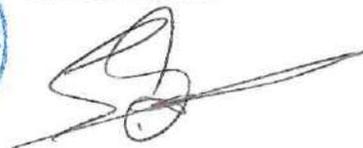
- D'APPROUVER la convention de réservation de logements et de gestion en flux du bailleur social Immobilière Rhône-Alpes;
- D'AUTORISER Madame le Maire à signer la convention ainsi que ses éventuels avenants et tous documents afférents.

Ainsi fait et délibéré, en Mairie,  
Les jour, mois et an que dessus.

Madame le Maire,  
Carine COUTURIER



Monsieur le secrétaire de séance,  
Samuel DIARRA



Publication faite le : **06 MARS 2024**

DEPARTEMENT DE L'AIN  
ARRONDISSEMENT DE BOURG EN BRESSE

MAIRIE DE DAGNEUX

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombres de membres :  
Afférents au C.M : 27  
En exercice : 16  
Qui ont pris part à la délibération : 15

L'AN DEUX MIL VINGT ET QUATRE  
à dix-sept heures

### SEANCE DU 20 FEVRIER 2024

Le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, dans la salle du Conseil Municipal.

Sous la Présidence de Madame Carine COUTURIER, Maire de DAGNEUX

**N°4677** **PRESENT(E)S** : Mesdames Carine COUTURIER, Laurie FERNANDES, Natali HENRIQUES, Dominique MUGNIER, Céline PERLIER, Aurélie RICHARD, Messieurs Corentin BERTHO, Emmanuel CHULIO, Samuel DIARRA, Alain FAYOLLE, Pascal GUERIN, Philippe GUILLOT-VIGNOT, Pascal SENTANA.

**EXCUSE(E)S** :

Madame Véronique VERNAY a donné procuration à monsieur Pascal GUERIN, Monsieur Stéphane LIARD a donné procuration à madame Aurélie RICHARD.

**ABSENT(E)S** :

Madame Jessica MANGONAU.

### SECRETARE DE SEANCE : Samuel DIARRA

**OBJET** : Occupation du domaine public : avenant à la convention de mise à disposition de locaux communaux à l'association Le relais de l'amitié au sein de la résidence Les 4 saisons

VU la convention signée entre la commune de Dagneux et l'association « le Relais de l'amitié » le 25 janvier 2002 ;

VU la délibération n°3462 du 30 novembre 2012 portant avenant à la convention de mise à disposition du local « Relais de l'amitié » ;

CONSIDERANT les sollicitations auprès de la Commune de mise à disposition de locaux toujours croissantes ;

CONSIDERANT les charges locatives qui pèsent sur le budget de l'association ;

CONSIDERANT les négociations menées entre la Commune et l'association et ayant abouti à un accord porté dans le présent avenant ;

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'APPROUVER l'avenant présenté ;
- D'AUTORISER Madame le Maire à signer ladite convention.

Ainsi fait et délibéré, en Mairie,  
Les jour, mois et an que dessus.

Madame le Maire,  
Carine COUTURIER



Monsieur le secrétaire de séance,  
Samuel DIARRA

Publication faite le : **06 MARS 2024**

DEPARTEMENT DE L'AIN  
ARRONDISSEMENT DE BOURG EN BRESSE

MAIRIE DE DAGNEUX

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombres de membres :  
Afférents au C.M : 27  
En exercice : 16  
Qui ont pris part à la délibération : 15

L'AN DEUX MIL VINGT ET QUATRE  
à dix-sept heures

### SEANCE DU 20 FEVRIER 2024

Le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, dans la salle du Conseil Municipal.

Sous la Présidence de Madame Carine COUTURIER, Maire de DAGNEUX

**N°4678** **PRESENT(E)S** : Mesdames Carine COUTURIER, Laurie FERNANDES, Natali HENRIQUES, Dominique MUGNIER, Céline PERLIER, Aurélie RICHARD, Messieurs Corentin BERTHO, Emmanuel CHULIO, Samuel DIARRA, Alain FAYOLLE, Pascal GUERIN, Philippe GUILLOT-VIGNOT, Pascal SENTANA.

**EXCUSE(E)S** :

Madame Véronique VERNAY a donné procuration à monsieur Pascal GUERIN,  
Monsieur Stéphane LIARD a donné procuration à madame Aurélie RICHARD.

**ABSENT(E)S** :

Madame Jessica MANGONAU.

### SECRETAIRE DE SEANCE : Samuel DIARRA

**OBJET** : Signature d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la communauté de communes de la Côtière et la commune de Dagneux

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, modifiée par l'ordonnance n°2004-566 du 17 juin 2004, dans son article 2 II organisant les conditions de délégation de maîtrise d'ouvrage entre personnes publiques ;

VU la délibération n°DE-2022/07/65-AM du conseil communautaire de la 3CM en date du 7 juillet 2022 ;

CONSIDERANT que l'opération d'aménagement d'un mode doux du intercommunal aux abords de la gare de Montluel (rue des Chartinières-RD 61, boulevard Schuman-RD 61, avenue des platanes-RD 1084) comprend des études techniques et des travaux d'aménagement ;

CONSIDERANT que ces travaux relèvent pour partie des compétences des 2 entités sur leur périmètre de compétences respectives ;

CONSIDERANT ainsi qu'il est d'un intérêt commun de réaliser l'ensemble des travaux sous la conduite d'un seul maître d'ouvrage afin de garantir la cohérence des interventions et l'optimisation des coûts.

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'AUTORISER Madame le Maire à signer la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de l'opération d'aménagement d'un mode doux intercommunal aux abords de la gare de Montluel.

Ainsi fait et délibéré, en Mairie,  
Les jour, mois et an que dessus.

Madame le Maire,  
Carine COUTURIER

Monsieur le secrétaire de séance,  
Samuel DIARRA



Publication faite le : **06 MARS 2024**

DEPARTEMENT DE L'AIN  
ARRONDISSEMENT DE BOURG EN BRESSE

MAIRIE DE DAGNEUX

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombres de membres :  
Afférents au C.M : 27  
En exercice : 16  
Qui ont pris part à la délibération : 15

L'AN DEUX MIL VINGT ET QUATRE  
à dix-sept heures

### SEANCE DU 20 FEVRIER 2024

Le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, dans la salle du Conseil Municipal.

Sous la Présidence de Madame Carine COUTURIER, Maire de DAGNEUX

**N°4679**

**PRESENT(E)S** : Mesdames Carine COUTURIER, Laurie FERNANDES, Natali HENRIQUES, Dominique MUGNIER, Céline PERLIER, Aurélie RICHARD, Messieurs Corentin BERTHO, Emmanuel CHULIO, Samuel DIARRA, Alain FAYOLLE, Pascal GUERIN, Philippe GUILLOT-VIGNOT, Pascal SENTANA.

**EXCUSE(E)S** :

Madame Véronique VERNAY a donné procuration à monsieur Pascal GUERIN, Monsieur Stéphane LIARD a donné procuration à madame Aurélie RICHARD.

**ABSENT(E)S** :

Madame Jessica MANGONAU.

### SECRETAIRE DE SEANCE : Samuel DIARRA

**OBJET** : Signature d'une convention pour l'aménagement d'un mode doux intercommunal aux abords de la gare de Montluel entre le département de l'Ain, la communauté de communes de la Côtière, la commune de Montluel et la commune de Dagneux

VU le Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT que le département de l'Ain exploite la RD61 et la RD 1084 ;

CONSIDERANT la volonté de la Commune de Dagneux, de la Commune de Montluel, et de la Communauté de communes de la Côtière à Montluel d'aménager un mode doux intercommunal aux abords de la gare de Montluel sur la rue des Chartinières-RD61, le boulevard Schuman-RD61, et l'avenue des platanes-RD1084 ;

CONSIDERANT que cette sécurisation consiste à réaliser d'importants travaux de voirie, notamment sur le boulevard Schuman-RD61 situé sur le territoire de la commune de Dagneux ;

CONSIDERANT que ces travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté de Communes de la Côtière ;

CONSIDERANT la répartition financière du reste à charge après subventions en 3 parts égales entre la commune de Dagneux, la commune de Montluel et la communauté de commune de la Côtière, à hauteur de 53 993,38 € TTC chacune ;

CONSIDERANT l'intérêt de cet aménagement pour la Commune et l'intérêt financier qu'elle y trouve ;

CONSIDERANT la nécessité d'établir une convention quadripartite définissant les conditions administratives, financières et techniques de réalisation des travaux d'aménagement ;

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

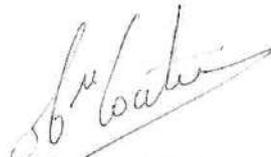
- D'IMPUTER la dépense au budget prévisionnel 2024 ;
- D'AUTORISER Madame le Maire à signer la convention quadripartite de réalisation d'une opération d'aménagement d'un mode doux intercommunal aux abords de la gare de Montluel.

Ainsi fait et délibéré, en Mairie,  
Les jour, mois et an que dessus.

Madame le Maire,  
Carine COUTURIER



Monsieur le secrétaire de séance,  
Samuel DIARRA

  
Publication faite le :

DEPARTEMENT DE L'AIN  
ARRONDISSEMENT DE BOURG EN BRESSE

MAIRIE DE DAGNEUX

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombres de membres :  
Afférents au C.M : 27  
En exercice : 16  
Qui ont pris part à la délibération : 15

L'AN DEUX MIL VINGT ET QUATRE  
à dix-sept heures

### SEANCE DU 20 FEVRIER 2024

Le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, dans la salle du Conseil Municipal.

Sous la Présidence de Madame Carine COUTURIER, Maire de DAGNEUX

**N°4680** PRESENT(E)S : Mesdames Carine COUTURIER, Laurie FERNANDES, Natali HENRIQUES, Dominique MUGNIER, Céline PERLIER, Aurélie RICHARD, Messieurs Corentin BERTHO, Emmanuel CHULIO, Samuel DIARRA, Alain FAYOLLE, Pascal GUERIN, Philippe GUILLOT-VIGNOT, Pascal SENTANA.

EXCUSE(E)S :

Madame Véronique VERNAY a donné procuration à monsieur Pascal GUERIN, Monsieur Stéphane LIARD a donné procuration à madame Aurélie RICHARD.

ABSENT(E)S :

Madame Jessica MANGONAU.

### SECRETAIRE DE SEANCE : Samuel DIARRA

#### OBJET : Présentation du plan communal de sauvegarde

VU le Code Général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2212-2 (5) ;  
VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.562-1 et suivants ;  
VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de de la sécurité civile, et notamment son article 13 ;  
VU le décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde ;  
VU le dossier départemental des risques majeurs (DDRM) mis à jour le 26 décembre 2023 ;  
VU le Plan communal de sauvegarde de la commune de Dagneux établi en 2002 ;  
VU le Plan de prévention des risques naturels de la commune de Dagneux prescrit le 20 novembre 2003 et approuvé le 21 décembre 2004 ;  
VU le Plan communal de sauvegarde de la commune de Dagneux mis à jour et publié par arrêté municipal le 04 août 2011 ;

CONSIDERANT que la loi de modernisation de la sécurité civile a donné une assise juridique à la réalisation des plans communaux de sauvegarde (PCS), qui permettent de prévenir et de sauvegarder la population en cas d'évènements exceptionnels ;

CONSIDERANT que l'article 13 du chapitre II - protection générale de la population - rend obligatoire l'élaboration d'un plan communal de sauvegarde pour toutes les communes dotées

d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé depuis deux ans ou comprises dans le champ d'application d'un plan particulier d'intervention ;  
CONSIDERANT que le plan communal de sauvegarde définit, sous l'autorité du Maire, l'organisation prévue par la commune pour assurer l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population au regard des risques connus ;  
CONSIDERANT qu'il établit un recensement et une analyse des risques à l'échelle de la commune et qu'il intègre et complète les documents d'information élaborés au titre des actions de prévention ; le plan communal de sauvegarde complète les plans ORSEC de protection générale des populations ;  
CONSIDERANT que le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) de la Commune a été élaboré en 2011 ;  
CONSIDERANT que le Plan Communal de Sauvegarde doit être révisé au moins tous les cinq ans en fonction de la connaissance et de l'évolution des risques ;  
CONSIDERANT que le territoire de la commune de Dagneux est soumis au risque d'inondation, au risque de transport de matières dangereuses ;  
CONSIDERANT que le Plan Communal de Sauvegarde comprend à la fois les diagnostics des différents risques et les modalités d'organisation de la protection et du soutien à la population ;  
CONSIDERANT les modifications apportées au PCS et le dossier modifié joint au rapport de synthèse.

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'APPROUVER le plan communal de sauvegarde révisé ;
- DE PRECISER que le plan communal de sauvegarde définit l'organisation prévue par la commune pour assurer l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population au regard des risques connus. Le plan communal de sauvegarde est mis en œuvre pour faire face à un événement affectant directement la commune ou dans le cadre d'une opération de secours de grande ampleur ;
- DE PRÉCISER que le plan communal de sauvegarde anonymisé est consultable en mairie, au sein du service « Direction des services techniques et financiers » ;
- DE PRÉCISER que Mme le Maire met en œuvre le plan communal de sauvegarde de sa propre initiative ou sur demande du Préfet ;
- D'AUTORISER Mme le Maire à engager toutes procédures et à signer tous actes nécessaires à la parfaite actualisation du présent plan communal de sauvegarde et ses annexes.

Ainsi fait et délibéré, en Mairie,  
Les jour, mois et an que dessus.

Madame le Maire,  
Carine COUTURIER



Monsieur le secrétaire de séance,  
Samuel DIARRA

Publication faite le :

**06 MARS 2024**



- Résiliation de la place de stationnement n°69 au 1<sup>er</sup> février 2024.

6° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

*Cimetière du Renom :*

Concessions double au sol, caveau 44-F45, acte signé le 19 janvier 2024, pour une durée de 30 ans pour un montant de 349,07 euros.

26° De demander à tout organisme financeur dans les conditions fixées par le Conseil municipal l'attribution de subventions : à savoir dans la limite du cumul de 80 % de subventions par projet.

Madame le Maire expose :

- que le système de climatisation de la microcrèche des Chapotières installé en 2019 est en panne et que sa réparation n'est pas envisageable ;
- que ce système n'équipait que la salle de vie mais pas les chambres ni la salle d'activités et que, par ailleurs, les chambres sont actuellement équipées en chauffage de convecteurs muraux énergivores ;
- que les conditions climatiques actuelles ne permettent pas d'accueillir les jeunes enfants dans des conditions acceptables lors des périodes estivales ;
- qu'il est opportun de faire installer un système de chauffage/climatisation réversible qui permettra de chauffer et de refroidir les locaux de manière plus homogène ;
- qu'afin de mettre ces travaux en œuvre, la Commune souhaite déposer une demande d'aide auprès de la Caisse d'allocations familiales de l'Ain au titre du fonds de modernisation des Etablissements d'accueil du jeune enfant (FME), selon le plan de financement prévisionnel suivant :

CLIMATISATION DE LA MICROCRECHE DES CHAPOTIERES			
SOURCES	LIBELLE	MONTANT H.T.	TAUX
Fonds propres		2 397,02 €	20 %
Emprunts			
Sous-total autofinancement		2 397,02 €	20 %
Union européenne			
Etat - FIPD			
Etat – autre			
Conseil régional			
Conseil départemental			
Fonds de concours CC ou CA			
CAF		9 588,08 €	80 %
Total subventions publiques		9 588,08 €	80 %
<b>TOTAL GENERAL HT</b>		<b>11 985,10 €</b>	<b>100 %</b>

Ainsi fait et délibéré, en Mairie,  
Les jour, mois et an que dessus.

Madame le Maire,  
Carine COUTURIER

Monsieur le secrétaire de séance,  
Samuel DIARRA



Publication faite le : **06 MARS 2024**